

## Communiqué

# ATTENTATS DE DAESH

Chers lecteurs,

Après les attentats meurtriers du 13 novembre, on doit s'interroger :

- La France est-elle en train de payer sa politique étrangère (*interventions en Yougoslavie, en Irak, en Libye...*) ?

- Doit-elle aussi payer sur le plan intérieur (*menaces sécuritaires, liberticides...*) ?

Nous tentons ce mois-ci de vous informer, par ce HORS-SERIE, en nous faisant l'écho des **communiqués** et **appels** de plusieurs organisations démocratiques.

Bonne lecture,

**Jacques Lewkowicz**  
président de l'UJRE

**L'**Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) qui condamne le terrorisme en toutes circonstances, est horrifiée par le carnage commis de sang-froid dans la nuit du 13 novembre.

Profondément attristée par l'ampleur du massacre, l'UJRE assure les familles des victimes de sa compassion.

L'UJRE apprécie les nombreuses manifestations de solidarité qui se sont manifestées spontanément au sein de la population française et les témoignages de sympathie venus du monde entier.

Par ces actes terroristes, l' "État Islamique" tente d'instiller la haine, la division, la peur et de

remettre en cause notre République, démocratie fondée sur les valeurs contenues dans sa devise : « Liberté, Égalité, Fraternité ».

## Appel unitaire

### NOUS NE CÉDERONS PAS !



Ceux qui, au nom de Daech, ont fait subir à Paris et à Saint-Denis un moment d'inhumanité absolue ne nous feront pas céder. Rien ne peut justifier ces assassinats, ici ou ailleurs. Chacune des victimes vit en nous parce que nous appartenons à la même humanité. Notre solidarité à leur égard et à l'égard de leurs familles est totale. Ce crime est immense mais c'est en continuant à vivre librement et fraternellement que notre réponse sera à la hauteur.

Nous ne sommes pas naïfs : nous savons que ces actes de terrorisme appellent des réponses à la mesure du danger qu'ils représentent. Comme nous savons que le rôle des forces de l'ordre et de la justice est essentiel pour protéger nos libertés. Mais cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir aux réponses que notre société doit apporter à ces actes et à celles déjà mises en œuvre.

## Ne laissons pas faire !

L'UJRE combat tout ce qui détruit nos valeurs.

L'UJRE combat toute politique qui alimente ces crimes terroristes, comme toute complicité, économique, financière, militaire, des États qui livrent ainsi une guerre par procuration.

L'UJRE combat toute instrumentalisation de ces attentats.

L'UJRE demande que cesse, partout dans le monde, tout soutien occulte et tout échange commercial (pétrole, armes ...) avec l'État Islamique.

L'UJRE appelle à œuvrer sous l'égide de l'ONU, afin de trouver des solutions politiques en vue de la construction de la Paix.

L'UJRE met en garde contre la surenchère sécuritaire qui autoriserait à inscrire dans la constitution, donc de façon permanente, des mesures d'exception portant atteinte aux valeurs républicaines.

L'UJRE soutiendra toutes les initiatives progressistes visant à rétablir la paix et la sécurité. ■ UJRE [19 novembre 2015]



C'est la démocratie qui est mise à mal quand le Parlement est appelé à délibérer d'un jour à l'autre, sous la pression de l'émotion et les assauts de démagogie de responsables politiques qui cultivent la peur.

Après la prorogation de l'état d'urgence et l'extension des pouvoirs de police, d'autres mesures sont encore annoncées par le président de la République.

Il nous paraît essentiel de rappeler que rien ne doit nous faire sortir de l'état de droit et nous priver de nos libertés. L'état d'urgence ne peut devenir un état permanent et les conditions de sa mise en œuvre ne sauraient entraver la démocratie sociale, l'exercice de la citoyenneté et le débat public.

Depuis 1986, les lois accordant plus de pouvoirs aux forces de l'ordre, organisant une justice d'exception et restreignant nos libertés, au prétexte de lutter contre le terrorisme, s'empilent. L'adoption d'autres dispositifs législatifs, y compris d'ordre constitutionnel, exige de poser la question de leur efficacité et de l'atteinte supplémentaire aux libertés qu'ils constituent. Avant de modifier la loi et de conférer à l'État des pouvoirs accrus, il faut que celui-ci s'interroge sur ce qui n'a pas permis d'éviter une telle abomination. La réponse des autorités se veut martiale, elle n'est pas une assurance de sécurité et ne garantit en rien le respect de nos libertés.

Vouloir priver de leur nationalité jusqu'aux personnes nées françaises, c'est délivrer une nouvelle fois le message d'une France divisée. Le silence du président de la République, lors de la réunion du Parlement, sur l'indispensable engagement de l'État en faveur de l'égalité des droits, de la justice sociale, sur le développement des services publics, contre toutes les discriminations et contre toutes les manifestations de racisme accroît dramatiquement le sentiment d'exclusion que vit toute une partie de notre peuple. Il donne ainsi un peu plus corps à la stigmatisation croissante qui s'exerce mettant en péril notre volonté de vivre ensemble.

Nous voulons que ces dramatiques événements soient, au contraire, l'occasion de construire un autre chemin que celui qui nous est proposé. Un chemin qui refuse de désigner des boucs émissaires et qui refuse que la France soit en guerre contre elle-même. Un chemin qui donne à la paix et à l'égalité des droits toute leur place et qui s'engage en faveur d'une France solidaire, ouverte à l'autre, accueillante, libre et fraternelle.

Pour nos libertés, pour une société où la fraternité a toute sa place, nous ne céderons pas à la peur dans laquelle veulent nous faire vivre ceux et celles qui font de la mort leur raison de vivre.

Nous appelons les femmes et les hommes de ce pays à rester solidaires et à lutter contre toute forme de racisme. Nous appelons aussi à la défense des libertés car nous ferons prévaloir en toutes circonstances notre liberté d'information, d'expression, de manifestation et de réunion. Nos organisations construiront, partout en France, ces lieux qui nous permettront de débattre et nous exercerons une vigilance permanente afin que nos droits et libertés soient préservés et que nul ne soit victime de discriminations. ■

Ligue des Droits de l'Homme

[28 novembre 2015]

## LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif  
fondé en 1934

Editions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naïe Presse*  
(clandestine de 1940 à 1944)

1965-1982 : hebdomadaire en français, **PNH**  
depuis 1982 : mensuelle en français, **PNM**  
éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 061 4 G 89897

Directeur de la publication  
Jacques LEWKOWICZ

Coordination

N. Mokobodzki, T.R. Alman

Conseil de rédaction

Claudie Bassi-Lederman,

Patrick Kamenka,

Nicole Mokobodzki, Roland Wlos

Administration - Abonnements

Secrétaire de rédaction

Tauba-Raymonde Alman

Rédaction - Administration

14, rue de Paradis

75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Fax : 01 45 23 00 96

Courriel : [luje@orange.fr](mailto:luje@orange.fr)

Site : <http://ujre.monsite-orange.fr>  
(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 30 euros

1 an 60 euros

Etranger (hors U.E. ) 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL

PARIS

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal

"pas comme les autres"

magazine progressiste juif.

Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mël et téléphone

### PARRAINAGE

(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom .....

Adresse .....

Téléphone .....

Courriel .....

## COMMUNIQUÉ



# Tous défenseurs des principes fondamentaux de la République !

Face aux attentats terroristes du 13 novembre, la FNDIRP partage sans réserves l'indignation, la condamnation et le dégoût ainsi que la compassion aux victimes et à leurs familles amplement exprimés, non seulement en France, mais aussi par de très nombreux dirigeants du monde.

Les cibles choisies par les assassins, c'est-à-dire la partie de l'Est parisien, connu pour son "vivre ensemble" d'une population multi-ethnique avec une majorité de jeunes est une démonstration supplémentaire de l'objectif de l'entreprise terroriste : créer l'angoisse et la peur en provoquant une déstabilisation conduisant à l'abandon des principes fondamentaux de la République, aux amalgames et générant méfiance, clivages et haine.

Ceux qui ont vécu l'expérience des usines à déshumanisation des camps de concentration nazis ou en ont eu connaissance dans leurs familles, retrouvent les mêmes tendan-

ces dans les entreprises terroristes. Il s'agit d'abord de soumettre le djihadiste à un processus sectaire d'endoctrinement censé être religieux – mais qui selon une grande majorité des théologiens et des spécialistes de l'islam est fondé sur de fausses références et des interprétations tendancieuses du Coran et des autres textes sacrés – afin de transformer cet individu en une "machine à tuer" totalement déshumanisée.

Dans une étape suivante, ceux qui se servent de l'action terroriste dans le but essentiel d'assurer et d'étendre leur pouvoir tyrannique exploitent cyniquement ces "machines à tuer" pour détruire les valeurs humanistes dans nos sociétés démocratiques en provoquant des réactions primaires de peur et de rejet de l'autre ainsi que des modifications de l'orientation politique dans le pays concerné, au détriment de ses intérêts à court, et même à long terme.

Dans ce contexte, ceux qui exploiteraient sans scrupule ces attentats, notamment à des

fins politiques, prendraient de lourdes responsabilités en valorisant cette stratégie et deviendraient ainsi des alliés objectifs du terrorisme.

Il faut donc le dire et le répéter: au delà de l'émotion et d'un désir de vengeance compréhensible, au-delà d'un sentiment d'impuissance, éprouvé quelquefois, la démonstration solidaire du respect des principes fondamentaux de la

République constitue l'arme la plus efficace pour lutter contre les assassins du terrorisme international et l'éradiquer, même si cela demande du temps. C'est la responsabilité de chacun et de tous, notre combat et notre devoir. ■

**Fédération Nationale des Déportés,  
Internés, Résistants, Patriotes**

[16 novembre 2015]

## COMMUNIQUÉ

# FACE AUX CRIMES DE "DAESH", OPPOSONS LA FRATERNITÉ ET LA LUCIDITÉ

Comme toutes et tous nos compatriotes, *Une Autre Voix Juive* est frappée d'horreur devant les crimes de masse commis dans la nuit du Vendredi 13 Novembre.

*Une Autre Voix Juive* s'incline devant les victimes et leurs familles à qui elle témoigne sa profonde solidarité. Elle prend part à leur douleur.

Avec le terrorisme de *Daesh*, la France et d'autres pays dans le monde font maintenant face à des dangers qui peuvent mettre en cause l'essence même des principes de la démocratie et dans notre pays, ceux qui fondent notre République.

Ne laissons pas se développer un climat de haine et de peur dont seules les forces obscures, les pêcheurs en eau trouble peuvent tirer profit. La haine et la peur sont véhiculées en France et désignent à la vindicte nos compatriotes de confession et/ou de culture musulmane alors que les musulmans sont, dans le monde, les premières victimes du terrorisme djihadiste. La haine et la peur visent la stigmatisation de populations immigrées, récemment ou non, de réfugiés fuyant la guerre, la misère et la mort dans leurs pays. *Une Autre Voix Juive* combat et combattra les amalgames, les racismes, la xénophobie, l'islamophobie et l'antisémitisme qui défigurent nos principes de « Liberté, Égalité, Fraternité »; ce sont ces principes qui ont éclairé le monde et ce sont eux qui doivent nous permettre de faire face.

Ces principes si fondamentaux n'ont de sens que sous-tendus par la plus grande lucidité.

Notre pays ne peut pas porter la guerre et la désolation en espérant être indemne; la première condition de la sécurité de nos compatriotes est une grande politique de paix dans le monde et dans le cadre de l'ONU, de respect du droit des peuples au premier rang desquels se trouvent aujourd'hui le peu-

ple palestinien, le peuple kurde et tous les peuples du Proche-Orient.

Notre pays ne peut pas imaginer que la déstabilisation d'États du Moyen-Orient et d'Afrique, indépendamment de ce qu'on pense de leurs dirigeants, laisserait notre pays à l'abri du terrorisme de *Daesh*.

Notre pays ne peut pas, sans risques majeurs pour la société, rejoindre le chœur de « la guerre des civilisations ». Le président de la République l'a dit clairement. *Une Autre Voix Juive* s'en félicite. Les forces qui s'y joignent nourrissent le crime; c'est ce que recherche *Daesh* qui doit être écrasé militairement, économiquement et politiquement.

Ces crimes sont décidés et exécutés avec la complicité financière et militaire de puissants États qui livrent ainsi une guerre par procuration. La France, avec d'autres et dans le cadre de l'ONU, a les moyens de contribuer à couper les sources qui alimentent ces plans et conduisent le monde au chaos. Elle ne doit pas mettre les ventes d'armes au premier plan de sa politique ni s'aligner sur les confrontations politiques et militaires que l'OTAN recherche.

*Une Autre Voix Juive* combattra les crimes terroristes, et aussi les faiblesses et les complicités politiques qui les alimentent.

La société française a les ressorts pour empêcher la main des assassins de conduire notre pays au bord du gouffre. *Une Autre Voix Juive* se joindra à toute initiative démocratique permettant à notre pays de mettre en échec la stratégie du chaos. ■



**UAVJ**

**UAVJ**

[21 novembre 2015]

## DÉCLARATION DU COMITÉ CONFÉDÉRAL NATIONAL DE LA CGT



Le Comité confédéral national de la CGT réuni les 17 et 18 novembre 2015, tient à témoigner son soutien et sa solidarité à l'ensemble des familles touchées par la tragédie du vendredi 13 novembre. Il salue à nouveau la mobilisation extraordinaire de l'ensemble des agents des services et entreprises publics.

Ces attentats, perpétrés sur des lieux de culture et de vie, frappent et concernent chacune et chacun d'entre nous, toutes les populations de toutes religions, origines ou nationalités et particulièrement la jeunesse. Des salariés, des adhérents d'organisations syndicales, sont au nombre des victimes, dont plusieurs de la CGT.

Les attentats qui ont touché la France, frappent les populations partout dans le monde, comme à Beyrouth et en Turquie dernièrement, ou lors de l'explosion de l'avion russe. Notre solidarité s'adresse à toutes les victimes de ces assassinats. Derrière ces atrocités, des discours trop souvent entendus reviennent à grands pas. La guerre ne règle rien, au contraire. Les lieux de tensions et conflits se multiplient avec leurs cortèges de morts, de destruction, de désolation et de haine. Les multiples interventions militaires (en Irak, en Lybie, en Syrie, etc.), loin d'instaurer la démocratie ont généré un appauvrissement des populations avec des centaines de milliers de victimes et une impasse économique et sociale. C'est le terreau sur lequel le terrorisme se développe, poussant des populations entières sur le chemin de l'exil.

Avant la fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, lors de la déclaration de l'OIT en 1944, l'ensemble des pays de la planète avait affirmé que seule la justice sociale serait facteur de paix.

Bon nombre de gouvernements l'ont oublié et font le contraire. La CGT réaffirme ses valeurs de paix et de fraternité dans son combat pour le progrès social, la démocratie, la liberté, la laïcité, nécessaires au bien vivre ensemble. Elle s'insurge contre l'invitation du Front National à l'Élysée. Elle refuse toute stigmatisation des étrangers et amalgame entre immigration et terrorisme.

Aujourd'hui, la CGT prend note que le Président annonce dans son discours, ne plus considérer le pacte de stabilité comme un horizon indépassable. Elle exige donc un pacte de progrès, de démocratie sociale, d'éducation, de sécurité et de paix pour toutes les populations.

Nous sommes favorables à un renforcement de la sécurité et des libertés des citoyens. Il ne faut pas confondre des moyens et des effectifs de police et gendarmerie supplémentaires avec une restriction des libertés individuelles et collectives. De même, combattre, écarter les formes de radicalisation passe avant tout par le respect des droits fondamentaux d'accès à l'éducation, à la culture, à la santé et à l'emploi.

Ce n'est pas une quelconque modification de la Constitution qui permettra de tarir les sources de financement et d'armement des terroristes. Il faut d'ailleurs souligner que l'État français est le 2<sup>e</sup> pays vendeur d'armes au monde, devant la Russie et la Chine. La CGT exige l'arrêt de tout commerce d'armes avec les États qui entretiennent des liens avec les terroristes. Elle demande que la priorité soit donnée à la recherche de solutions multilatérales dans le cadre de l'ONU.

Elle refuse que les salariés et la population française, à travers des modifications de la Constitution, soient placés de fait dans un état d'urgence permanent.

Elle refuse que l'expression revendicative et le mouvement social soient muselés.

Cette situation douloureuse touche la conscience de chacun des citoyens, mais c'est bien le combat pour la justice sociale qui fera reculer les guerres, le terrorisme, le fondamentalisme, la xénophobie, le racisme, l'obscurantisme et la régression.

Plus que jamais, la CGT appelle les salariés à refuser les reculs sociaux et à se mobiliser pour les salaires, l'emploi, la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail, la protection sociale, les libertés syndicales.

La CGT engage une large consultation des salariés, afin d'être à l'écoute et de partager avec eux ses propositions pour sortir de cette crise. Elle débatera de la nécessaire mobilisation à mettre en œuvre pour y parvenir.

Pour cela, le Comité confédéral national appelle à poursuivre et amplifier la rencontre de ses syndiqués dans leurs syndicats, sur leurs lieux de travail.

Après le temps du recueillement, les rendez-vous revendicatifs et mobilisations programmés doivent avoir lieu en travaillant des modalités permettant d'assurer la sécurité des salariés. Pas plus qu'il n'y a de trêve dans les attaques contre le monde du travail, il n'y aura de trêve dans l'action syndicale pour le progrès social.

Notamment, le 2 décembre où la CGT appelle à une journée nationale d'action organisée en territoire, ayant pour thème « *NON à la violence sociale, OUI à l'efficacité économique, sociale et environnementale* ».

La CGT œuvre pour préserver les droits et la citoyenneté de tous. C'est en ce sens, qu'elle a sollicité une rencontre avec le Gouvernement, sur le contenu des futures modifications constitutionnelles envisagées et pour les mesures à prendre allant dans le sens des attentes des salariés, dans le cadre de l'état d'urgence. ■

CCN de la CGT

[18 novembre 2015]